



FRANCE

Ecoles : derrière la grève, la recherche de solutions pour sortir de la crise

- Le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, s'attend à ce que 75 % des enseignants soient en grève ce jeudi.
- Pour tenter d'apaiser les tensions, l'exécutif mise sur l'allègement du protocole sanitaire annoncé par Jean Castex.

ENSEIGNEMENT

Marie-Christine Corbier

[@mccorbier](#)

La grève s'annonce massive ce jeudi dans l'Education nationale. Selon le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, 75 % des enseignants du premier degré seraient en grève et la moitié des écoles fermées.

Pour la quasi-totalité des syndicats de l'Education nationale, « l'école ne bénéficie pas de l'organisation protectrice qui serait nécessaire pour assurer la sécurité des élèves, des personnels et de leurs familles ». Ils déplorent « la pénurie des remplacements, la gestion des tests et des absences des élèves [qui] dégradent fortement les conditions de travail ». Dans la presque totalité des grandes villes, le service minimum d'accueil ne pourra pas être assuré ce jeudi, prévient aussi France urbaine, l'association des élus des grandes villes, alors que se pose la question de l'accueil des enfants de personnels soignants.

« On aurait pu éviter le ras-le-bol »

Comment sortir de la crise dans un contexte où des syndicats envisagent déjà de « poursuivre la semaine prochaine dans de nombreux endroits » ? « Nous arrivons un peu au bout du tunnel », espère le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, qui est la cible de toutes les colères et qui table sur une décrue de la crise sanitaire.

« On aurait pu faire autrement et éviter ce ras-le-bol en anticipant, mi-décembre », grince Etienne Chaufour, chargé de l'éducation à France urbaine.

On connaît la suite : les files d'attente devant les pharmacies et

l'exaspération des familles. La principale fédération de parents d'élèves, la FCPE, les appelle ce jeudi à ne pas mettre leurs enfants à l'école, contrairement à la PEEP qui considère qu'il existe « d'autres façons de se faire entendre ».

D'autres sujets font la quasi-unanimité auprès des parents et des syndicats, comme les capteurs de CO₂. Le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a indiqué mercredi « travailler » la question avec certains syndicats. « Pourquoi ne pas les rendre obligatoires ? » interroge Laurent Zameczkowski, vice-président de la PEEP. Le gouvernement a prolongé son aide aux collectivités jusqu'au 30 avril.

« Les parents imaginent qu'il suffit d'aller au magasin du coin acheter un capteur qui coûte 50 euros, ils n'ont pas en tête les délais des marchés publics », se désole Marion Lalane de Laubadère, adjointe au maire de Toulouse.

Sur d'autres revendications, comme les masques FFP2 plus protecteurs Jean-Michel Blanquer aimerait « pouvoir les distribuer », alors même que le Haut Conseil de la santé publique a rendu un avis contraire. Pour calmer la colère, le gouvernement mise surtout sur l'allègement du protocole sanitaire avec la règle des trois autotests. « S'il avait fait connaître cette mesure dimanche soir, nous n'aurions pas fait grève », admet un directeur d'école parisienne non syndiqué, qui était « débordé, largué, coulé » avec l'ancien protocole. Il trouve « génial » et « rare » le soutien des parents de son école à la grève, qui sera fermée ce jeudi.

Satisfait de voir sa tâche simplifiée, il s'inquiète néanmoins : « On va passer d'un vrai test – antigénique ou PCR – à une attestation sur l'honneur bidon, alors que beaucoup de parents – on les estime à 15 % – ne vont pas jouer le jeu. » Gabriel Attal assure aussi que l'exécutif « avance » sur le remplacement des enseignants malades : « Nous avons augmenté de 30 % le vivier de remplaçants », a-t-il indiqué mercredi à l'issue du Conseil des ministres.

Tests salivaires

Mais ces réponses sont loin de satisfaire les grévistes. Certaines collectivités ont pris les choses en main. C'est le cas à Nancy où depuis le 7 janvier, l'Education nationale et l'Agence régionale de santé testent les enfants de manière régulière. Elles recourent pour cela à des tests salivaires, réclamés par les parents d'élèves car jugés moins intrusifs.

A Montrouge, le maire Etienne Lengereau a mis en place une cellule ambulante qui se déplace pour aller tester les élèves dans les écoles, en présence des parents. « Cela ne répond pas à toute la demande, c'est un début, mais on peut accroître cette offre », confie le maire, qui se réjouit d'une solution qui « se fait en une heure et permet de rassurer parents et enseignants ». « La grève ne va rien résoudre », estime-t-il, en insistant sur l'importance de garder les écoles ouvertes.



Lire l'éditorial
de Jean-Marc Vittori
Page 16



Pour calmer la colère,
l'exécutif mise surtout
sur l'allègement du
protocole sanitaire
avec la règle
des trois autotests.



La grève s'annonce massive ce jeudi dans l'Education nationale. Photo Lilian Cazabet / Hans Lucas via AFP

